

L'accord de Genève entre Iran et 5+1 : au-delà des questions nucléaires

Clément Therme

La conclusion de l'accord intérimaire de Genève du 24 novembre 2013¹ constitue une victoire des partisans d'une approche réaliste des relations internationales sur les idéologues, en Iran comme en Occident. En effet, depuis dix ans, les obstacles de politique interne ont joué un rôle majeur dans l'échec des négociations nucléaires entre l'Iran et la « communauté internationale ».

Du côté iranien, les idéologues islamistes partisans de la ligne maximaliste ont tout fait pour bloquer tout accord sur le nucléaire pouvant entraîner une normalisation de la position de la République islamique sur la scène internationale. Il s'agissait, pendant la présidence Ahmadinejad (2005-2013), de développer une stratégie de négociation abordant tous les sujets afin de traiter le moins possible des questions nucléaires. Selon les conservateurs « principalistes » (*osulgarayan*) qui ont dominé la scène politique iranienne pendant la présidence Ahmadinejad, tout accord sur le nucléaire aurait ouvert la boîte de Pandore des concessions à l'Occident sans réel bénéfice : pour cette vision largement complotiste de l'histoire, le but réel des chancelleries occidentales est le changement de régime en Iran au travers de la mise en œuvre d'une guerre douce (*jang-e narm*) contre la République islamique. Autrement dit, tout rapprochement avec l'Occident emporte le risque d'un renoncement à l'identité même du régime de la République islamique qui, selon cette perspective, est la garantie ultime de la survie du système politique. Une identité liée à une politique étrangère tiers-mondiste de « résistance » face à

Clément Therme est chercheur postdoctorant à l'université de Genève.

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

ISBN : 978-2-36567-237-5
2013 – Tous droits réservés

Site Internet : ifri.org



¹ Pour le texte de l'accord en anglais, voir « Joint plan for action », Genève, 24 novembre 2013. <http://media.farsnews.com/media/Uploaded/Files/Documents/1392/09/03/13920903000147.pdf> (cor décembre 2013).

l'Occident.

La réalité des intérêts nationaux de l'Iran a conduit les nouvelles autorités à négocier le compromis de Genève, notamment en raison de l'impérieuse nécessité de transformer l'Iran en véritable pays émergent. C'est la victoire de la ligne « développementaliste » de l'ayatollah Rafsandjani. Du point de vue du gouvernement iranien, l'accord de Genève permet une première traduction politique du « changement » proposé aux électeurs iraniens lors de la campagne électorale. Mais la partie de l'accord de Genève consacrée au gel et à la levée limitée et réversible de certaines sanctions n'augure pas d'un retour rapide à une forte croissance, pourtant indispensable à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Les partisans de la *realpolitik* ont été soutenus par le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, qui a fait le choix d'une réconciliation avec une partie significative de l'opinion publique iranienne favorable à la sortie de l'isolement. Ainsi les conditions politiques créées par la dernière très courte campagne présidentielle ont-elles permis la conclusion d'un compromis au sein des élites politiques pour la signature de l'accord intérimaire. Néanmoins, le risque d'un retour à la surenchère révolutionnaire entre les principales factions politiques (principalistes, conservateurs pragmatiques et réformistes) demeure. En effet, la volonté du président Rohani de transformer la vie politique iranienne en allant vers un « postfactionalisme », pour favoriser l'union nationale, est d'ores et déjà mise à l'épreuve par les factions les plus conservatrices. Le choix stratégique du *nezam* (système) d'opérer un revirement tactique quant à la posture internationale du pays peut être remis en cause, en fonction des modalités retenues entre les deux parties pour la mise en œuvre de l'accord de Genève. Pour réussir son mandat présidentiel, Rohani doit convaincre ses adversaires sur la scène politique interne. Il doit plus particulièrement démontrer la pertinence de sa stratégie de compromis et de rééquilibrage des priorités de Téhéran entre, d'un côté, la poursuite des idéaux révolutionnaires et la quête de la « souveraineté nucléaire » et, de l'autre, une stratégie de développement économique et de défense des intérêts nationaux. L'opinion publique iranienne semble majoritairement appuyer cet agenda, mais qu'en est-il de la position des élites politiques de la République islamique ?

C'est pourquoi les partisans de la modération ont besoin d'un relâchement de l'embargo unilatéral américain et européen pour faire valoir vis-à-vis des radicaux les dividendes économiques immédiats liés aux concessions sur le dossier du nucléaire. En Iran, le gouvernement souhaite que le nouveau discours de politique étrangère conduise à Washington et à Bruxelles à affaiblir la volonté politique d'imposer les sanctions unilatérales : un affaiblissement vu comme un préalable au rétablissement de la confiance, et comme une condition du retour de l'espoir pour les acteurs économiques en Iran. Une première conséquence positive de l'élection d'un président « modéré » en Iran a été l'ouverture d'un débat en Occident sur l'opportunité de poursuivre une politique de confrontation tous azimuts avec la République islamique. Jusqu'à l'élection présidentielle, les partisans de la ligne dure dominaient à la fois la scène politique et le monde médiatique, dont le traitement des événements iraniens reflétait très largement de la ligne diplomatique néoconservatrice, en particulier en France.

C'est ainsi que face à la volonté des islamistes iraniens d'entretenir des relations d'hostilité avec l'Occident, se dessine en miroir, ces dix dernières années, le récit des néoconservateurs américains durant la présidence du président George W. Bush mais aussi – et de manière plus surprenante – des néoconservateurs français sous la présidence Sarkozy (2007-2012) et jusqu'à aujourd'hui. Selon cette vision, la question iranienne ne peut

être envisagée qu'au travers de problématiques transversales (terrorisme, prolifération nucléaire, etc.) La perspective régionale qui inclut l'analyse de la position de l'Iran comme acteur régional incontournable a été écartée au sein de la plupart des chancelleries occidentales, en particulier pendant la période Ahmadinejad (2005-2013). Ce déni de réalité des néoconservateurs a conduit l'Occident à poursuivre une politique ayant des objectifs alternant entre *regime change* - notamment à la suite du Mouvement vert de 2009 -, et lutte contre la prolifération nucléaire. En ce sens, l'accord de Genève peut constituer un test de la volonté occidentale et du but ultime des sanctions unilatérales européennes et américaines : préoccupation nucléaire ou refus de l'existence même de la République islamique ?

La mise en œuvre de l'embargo sur le pétrole iranien par l'Union européenne en 2012 a démontré la capacité d'entraînement des pays en pointe sur la question nucléaire iranienne, le Royaume-Uni et la France. La priorité donnée à la question nucléaire a entraîné le sacrifice des intérêts économiques des États membres de l'Union européenne. La question reste ouverte quant à la capacité des États leaders dans la confrontation avec l'Iran à réussir une stratégie de réconciliation ou, du moins, d'apaisement des tensions avec la République islamique².

Si l'administration Obama confirme le choix stratégique d'un rapprochement avec l'Iran, la France ne pourra s'y opposer. Il y a une prise de conscience croissante que la principale menace, dans la région, n'est plus le programme nucléaire iranien, mais l'instabilité. Le désordre et la guerre qui règnent en Afghanistan, en Irak et en Syrie sont aujourd'hui beaucoup plus inquiétants que la capacité de Téhéran à poursuivre une politique de « souveraineté nucléaire ». La nécessité d'inclure l'ensemble des puissances régionales pour parvenir à un apaisement des tensions au Moyen-Orient est paradoxalement un facteur favorable à la résolution de la question nucléaire iranienne.

Il n'en reste pas moins que l'accord intérimaire de Genève contient à la fois des effets positifs et négatifs pour le règlement des crises régionales. Il est un facteur d'apaisement des relations entre l'Iran et la « communauté internationale », ce qui peut contribuer à mettre en sommeil la stratégie du « front du refus » ou de « l'axe de résistance » de l'Iran au Moyen-Orient. Ensuite, la *realpolitik* du président Rohani peut conduire à un rééquilibrage de la politique régionale de l'Iran vers un moins-disant révolutionnaire, avec la prise de conscience que l'antisionisme militant contribue au creusement de l'antagonisme avec l'Occident. Enfin, le potentiel retour de l'Iran sur la scène régionale et internationale peut aussi renforcer la concurrence entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, notamment si l'Iran parvient à rétablir son statut de grande puissance pétrolière. *In fine*, l'accord de Genève est un premier pas symbolique vers la réintégration de l'Iran au sein de la « communauté internationale » mais, pour que ce retour se confirme, il demeure indispensable que les questions de fond soient également résolues, s'agissant du nucléaire mais aussi de la politique iranienne au Moyen-Orient.

² Voir Serge Michel, Yves-Michel Riols, « Nucléaire iranien. Comment la France a bloqué un accord », *Le Monde*, 11 novembre 2013.